



Lavaur, le 24 avril 2009

CH LAVAUUR

Madame la Ministre,

Le CH de LAVAUUR est en sous financement chronique depuis des années, le dernier EPRD faisait apparaître un déficit de 850 000 euros environ. Les règles appliquées à la T2A sont à géométrie variable, les mécanismes sont complexes et viennent toujours nous pénaliser.

Nous constatons des prélèvements sur certaines enveloppes et nous subissons toujours un plan de redressement à hauteur de 520 000 euros.

Malgré cette situation budgétaire calamiteuse, les équipes font des efforts considérables, et sont toujours disponibles, ce sont elles qui subissent les effets pervers des politiques de santé, quand elles ne subissent pas les attaques régulières contre l'hôpital public et ses personnels.

L'équipe du service que vous avez inauguré aujourd'hui (USLD) a été confrontée à des situations répétées de travail en sous effectif, c'est inacceptable pour elle et les résidents.

La psychiatrie n'est pas épargnée par ces situations : 9 situations depuis le début de l'année, dont 8 dans le service prenant en charge les hospitalisations sans consentement (HO et HDT).

Les effectifs sont lissés à l'extrême, les équipes sont fatiguées mais les patients sont là.

Nous avons vu également sur le plan national plusieurs rapports (Valencien, Larcher) qui sont tous venus préparer les restructurations que vous mettez en œuvre aujourd'hui avec votre loi HPST.

Ces rapports ont débuté un formidable travail de sappe, préparant la fermeture de notre chirurgie.

En parallèle les taux d'évolution accordés sont largement inférieurs à ceux qu'il faudrait pour que notre hôpital se maintienne à peine à flot.

Les nombreux protocoles non financés viennent également peser sur nos épaules.

Pour enfoncer un peu plus encore le clou dans notre chirurgie, un rapport de l'IGAS est venu faire (entre autre), le constat de l'inefficacité de notre plan de redressement !

Solution miracle, il a préconisé alors la fermeture de notre plateau technique ...

En clair l'état ne nous accorde pas les finances nécessaires, il se « désengage » de l'hôpital public, il nous étouffe avec des budgets faméliques.

Il nous demande de nous amputer d'un service et de nous rapprocher d'un « gros établissement » lui-même en difficulté, qui lorgne sur notre activité chirurgicale, proposant des interventions chez lui après avoir fait son marché chez nous.

Ce montage va obliger des patients et des familles à se déplacer pour se faire soigner à plus de 40 minutes.

Certes on nous agite sous le nez une carotte, celle du SSR et on nous sert à toutes les sauces la collaboration avec le CHU de Toulouse.

Nous avons toujours dit et écrit que la collaboration avec le CHU était intéressante et souhaitable, mais pas sur les cendres fumantes d'un service sacrifié sur l'autel de la rentabilité.

Oui au développement du SSR, oui à sa modernisation, oui à des conditions de travail décentes pour son équipe mais c'est toujours non à la fermeture de la Chirurgie !

Depuis plus d'un an nous combattons cette fermeture et nous craignons des répercussions sur la maternité, les urgences et les soins continus. Les patients seront servis sur un plateau doré à la Clinique de l'Union à 25 minutes de Lavour.

La médecine de ville ne fera plus transiter ses patients par nos urgences.

Le maintien de la chirurgie est possible, il constitue un véritable défi pour le bassin Vauréen, en pleine explosion démographique.

Ce défi, nous pouvons le relever, c'est le sens du projet modeste sur lequel nous avons travaillé et que nous vous remettons ce jour.

C'est bien entendu un projet symbolique destiné à faire la preuve que si la CGT a été en capacité de réfléchir à un projet, d'autres aux compétences supérieures et à d'autres niveaux décisionnels auraient pu faire de même.

Mais pour cela, il fallait prendre des décisions, des mesures face à certains dysfonctionnements, il fallait un élan médical, une volonté politique locale mais également nationale. Tout cela nous fait encore cruellement défaut. Quel gâchis.

Qui doit se poser aujourd'hui le problème de l'activité du service de chirurgie ?

Qui fait l'activité ?

Qui pouvait régler certains problèmes ?

Qui a laissé se dégrader une situation pour en arriver au point de non retour ?

Qui avait des intérêts à le faire et pour quelles raisons ?

La Psychiatrie fait également partie des spécialités présentes sur le CH de Lavour.

Nous ne pouvons accepter les discours sécuritaires du Chef de l'Etat, on ne peut pas réagir comme il le fait de façon émotionnelle et compassionnelle.

La stigmatisation des malades mentaux n'est pas plus acceptable.

Nous avons en Psychiatrie besoin de moyens humains pour prendre en charge ces pathologies complexes. Nous voulons continuer à proposer à ces patients des soins de types relationnels, psychothérapeutiques. Nous ne sommes pas des gardiens.

La VAP équivalent pour la Psychiatrie de la T2A pour la MCO est une hérésie, la prise en charge des patients est longue, compliquée et repose parfois sur des petits riens. Comment évaluer ces petits riens, qui permettent aux patients de faire un peu de chemin. Dans plusieurs services on parle de réduire les personnels (2 infirmiers par équipe) c'est intolérable.

Nous avons perdu de nombreux postes et nous devons dans peu de temps en redéployer ainsi que des lits sur le secteur de Castres.

Nous refusons ces redéploiements prévus dans le cadre d'un COM. Nous ne pourrons pas les réaliser. Ce COM va nous mettre en grande difficulté et va niveler par le bas les effectifs.

Mais qui se préoccupe des patients hospitalisés en psychiatrie ?

Nous rejetons le rapport Couty qui constitue un copié/collé de votre loi HPST pour cette spécialité. Les menaces sur le secteur, les dérives sécuritaires et la stigmatisation des patients concernés nous sont insupportables.

Les idées véhiculées à l'heure actuelles sur la psychiatrie sont indignes de notre société.

Nous mettrons tout en œuvre pour que des soins de qualité soient le quotidien de nos services.

Les services dédiés aux personnes âgées ne sont pas mieux lotis : services lourds, dépendances des patients importantes, conditions de travail éprouvantes.

Les agents veulent prendre le temps de s'occuper des patients, ils ne veulent pas courir partout. Ils ne veulent pas faire des toilettes à la chaîne, chronométrées !

Dans le registre de la fermeture annoncée mais pas trop fort quand même, on parle de plus en plus de celle de notre lingerie. Trop c'est trop Madame la Ministre.

Les patients hospitalisés dans nos services ont besoin de blouses blanches mais également de bleus de travail. Les services techniques, logistiques, administratifs contribuent eux aussi à la prise en charge des patients.

Quant aux ordres, nous demandons leur abrogation, c'est une escroquerie. On ne peut pas obliger les agents à payer pour travailler.

Vous annoncez un passage des infirmières en catégorie A ! Comment allez vous organiser ce passage ? Combien pèsera t'il dans le portefeuille des infirmières une fois rackettées des 75 euros obligatoires d'adhésion à l'ordre ? Nous vous rappelons qu'il existe aussi une catégorie C aux salaires modeste, vous devez également penser à ces agents.

Pour terminer, nous nous opposons à votre loi HPST.

Nous n'avons pas besoin d'une nouvelle réforme, nous avons besoin de moyens humains et financiers pour assurer nos missions de service public.

De l'argent il y en a, il suffit de regarder avec quelle vitesse l'Etat a renfloué les banques, on rêve de la même chose pour tous les établissements de France.

Cette réforme va transformer les hôpitaux en usine à production de soins, c'est la marchandisation de la santé. Les instances seront vidées de leur sens, les directeurs aux ordres et l'ARS sera toute puissante, elle-même au service des choix politiques du gouvernement.

La contestation s'élargit, les médecins protestent aussi, nous ne sommes pas seuls !

Stop à la discussion de votre projet au Parlement ainsi que son retrait.

Madame la Ministre, les sujets de préoccupations ne manquent pas à Lavaur comme dans tous les hôpitaux. Vous comprendrez aisément notre colère.

Nous comptons sur vous pour faire en sorte que l'hôpital dispose des moyens humains et financiers.

Aujourd'hui nos établissements sont fragilisés, ils ont un genou à terre, mais ils peuvent compter sur la CGT pour les aider à se relever.

Veuillez recevoir, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments respectueux.

Jacky GUYET et Patrick ESTRADÉ

Secrétaires du syndicat CGT du CH LAVAUUR